

Elections au Burundi : l'Union européenne décide de plier bagage

RFI, 28-05-2015 Elections au Burundi : l'Union européenne jette l'éponge Au Burundi, après avoir versé près de six millions d'euros à l'ONU pour organiser des élections et après un mois de travail de ses observateurs, la mission d'observation des élections de l'Union européenne décide de plier bagage estimant que les conditions pour la tenue d'élections démocratiques crédibles le 5 juin prochain pour les législatives et ensuite pour la présidentielle, ne sont pas réunies. Un avis que semble partager le reste de la communauté internationale et l'Eglise catholique qui annonçait également jeudi son départ du processus électoral au Burundi.

D'après les observateurs de l'Union européenne seront dans l'avion dès ce vendredi. Après un mois de travail de crise au Burundi, la conclusion de leur chef adjoint José Antonio de Gabriel est sans appel : « impossible d'organiser des élections libres et crédibles aujourd'hui au Burundi. » « Il existe une atmosphère de peur et d'intimidation généralisée », explique-t-il. « Il faudrait organiser la démobilisation des milices et notamment je parle des Imbonerakure, il faudra aussi créer des conditions pour que le droit de manifestation soit respecté. Le parti au gouvernement [CNDD-FDD, ndlr] seulement, avec d'autres dans les sphères du parti au pouvoir, ont fait campagne jusqu'à présent. Il y a problème grave qui est la fermeture de médias indépendants. Cette fermeture a coupé les voies de communication naturelles pour la campagne électorale dans un pays comme le Burundi. » Une opposition qui n'a pas pu faire campagne en raison de l'insécurité. Des médias indépendants interdits d'antenne ou limités intentionnellement en UE, à la capitale, avec des journalistes menacés ou en exil à l'étranger. Des manifestations interdites et lourdement réprimées. Et l'assassinat samedi de l'opposant Zédi Feruzi. Pour l'UE, la situation est intenable. L'Eglise quitte le jeudi, l'Eglise catholique, principale force religieuse du pays, a elle aussi annoncé son départ de la CnI, la Commission électorale nationale indépendante, lors de la conférence des évêques, expliquant ne pas pouvoir cautionner une élection pleine de lacunes. De nombreux prêtres occupent des postes importants au sein des commissions électorales au niveau des communes et des provinces. Ce retrait est donc un nouveau coup dur pour le pouvoir. Tout cela après les pressions internationales comme celles de la Belgique, premier bailleur du Burundi, menaçant de couper son aide si le président Nkurunziza s'entêtait à briguer un troisième mandat, isolant encore un peu plus le pouvoir burundais à l'international. Mais qu'il ne tienne, la Commission électorale persiste et signe. Elle continuera à préparer les échéances électorales, explique son porte-parole Prosper Ntahorwamiye : « Le processus électoral continue avec ou sans la participation des prêtres catholiques. Cela ne va rien perturber. » déclare Prosper Ntahorwamiye Porte-parole de la CnI.